

Solidaires en action N° 82

Le 28 juillet 2012

PSA : s'organiser pour mener une lutte coordonnée !

PSA annonce 8 300 suppressions d'emplois, dont la fermeture de l'usine de PSA Aulnay (plus de 3 000 emplois) et la suppression de 1 400 emplois dans l'usine située à côté de Rennes. Au total, plus de 6 500 emplois seront des « départs imposés », et les salarié-es des entreprises sous-traitantes seront également touchés : plus de 30 000 emplois sont en danger !

Depuis des mois, les équipes syndicales SUD Auto rappellent que cette situation est à la fois la responsabilité de PSA et d'une logique financière et capitaliste détruisant l'emploi pour les profits des actionnaires, dans un contexte d'austérité européenne. Il n'est pas question pour Solidaires d'accepter une seule suppression de poste, ni une négociation pour seulement pousser les gens à partir. **Des milliards d'argent public pour le groupe PSA, la prime à la casse, le chômage partiel financé par la collectivité, l'augmentation du chiffre d'affaires du groupe à 60 milliards d'euros ... Et PSA aurait besoin d'argent ?**



Certains syndicats disent qu'il faut accepter la fermeture d'Aulnay, et les suppressions de postes sur les autres sites, en négociant avec la direction. D'autres affirment qu'il faut obtenir des indemnités de licenciement les plus fortes possibles, en laissant croire aux salarié-es qu'il est plus important de « se faire acheter » pour son départ que de résister et de se battre pour maintenir les emplois, alors qu'il y a 5 millions de chômeurs/ses en France. Notre approche est différente.

PSA, pendant des années, a exploité des centaines de milliers de salarié-es, qui pour beaucoup auront laissé leur santé dans leur travail. Il est légitime d'exiger de PSA l'arrêt immédiat du plan de suppression d'emplois, le maintien des effectifs, et des conditions de travail correctes dans les lieux de production. PSA a le choix de ne pas licencier, et de ne pas fermer l'usine d'Aulnay, de ne pas pousser au chômage les salarié-es des entreprises sous-traitantes.

L'exemple de PSA rappelle l'urgence de défendre, populariser, et gagner des revendications essentielles qui doivent être portées par tous les équipes Solidaires : mise en place d'un **fonds patronal mutualisé financé par les entreprises du secteur de l'automobile (Renault, Toyota, etc.)** pour maintenir l'activité, **droit de veto pour les comités d'entreprise** contre les licenciements collectifs, **plan national d'innovation et de développement de l'automobile du futur** (intégrant les impératifs écologiques et prenant en compte l'ensemble de la filière, y compris les sous-traitants).



Le 25 juillet, se tenait un Comité Central d'Entreprise au siège de PSA à Paris. Tous les syndicats étaient présents, avec des délégations venues d'Aulnay, de Rennes, de Sochaux, de Poissy, etc. Malgré la période estivale et à quelques jours de la fermeture des usines et des congés, la détermination était bien réelle. Les représentant-es syndicaux d'autres secteurs professionnels rappelaient que la lutte dépasse de loin le cadre uniquement de PSA.

Avec les milliards accumulés par Peugeot depuis des années, ni fermeture de sites, ni suppression d'emplois !

Au sein de l'Union syndicale Solidaires, nous avons mis en place une coordination nationale pour renforcer notre activité chez PSA, soutenir au mieux la lutte des salarié-es, travailler les revendications à mettre en avant. **Un tract national a été publié par Solidaires Industrie pour une diffusion sur chaque site PSA.** Plusieurs organisations Solidaires ont diffusé des tracts mettant en avant la situation chez PSA et la nécessité d'une lutte d'ensemble et de la solidarité ; les Solidaires locaux font le lien avec la situation de l'emploi dans les départements touchés, montrent les conséquences dramatiques pour toute la population. **Une note informative, coordonnée par Solidaires Industrie et le Secrétariat national Solidaires, est régulièrement adressée aux collectifs militants. Un tract national Solidaires sera disponible pour la rentrée de septembre ; d'ores et déjà, il est possible de planifier sa diffusion dans les entreprises du secteur automobile où nous ne sommes pas encore implantés ; c'est indispensable,** si nous voulons construire une lutte nationale et ne pas nous limiter à constater les insuffisances d'autres syndicats. **Sa diffusion massive par tous les syndicats professionnels est tout aussi déterminante.**

L'actionnaire principal de PSA est la famille Peugeot, 36^e fortune de France, avec plus de 1 355 000 000 euros de patrimoine.

De quoi financer les 8 000 emplois qu'ils veulent supprimer ! C'est la redistribution des richesses qui est au cœur du problème.

Nettoyage : les fonctionnaires font reculer les patrons

TFN détient le marché du nettoyage de l'ensemble des sites parisiens des Finances publiques. Le 28 juin, deux salariées de l'immeuble situé rue de Londres reçoivent oralement cette consigne « demain, c'est ton dernier jour, après tu ne viens plus ; c'est fini » ! Les deux salariées travaillent en Contrat à Durée Déterminée sur ce site depuis deux ans.

Ce type de rapport salarié/employeur correspond sans doute aux envies du MEDEF, mais fort heureusement le Code du travail prévoit encore d'autres dispositions. De suite, les syndicats Solidaires et CGT du site ont organisé l'action collective pour s'opposer à ces licenciements. Des pétitions intersyndicales signées par les agents des Finances publiques et de l'Inspection du travail ont été adressées aux employeurs directs des deux salarié-es (TFN) et aux donneurs d'ordre (Ministère). La prise en charge syndicale a payé : **les salaires de juin, retenus par TFN, ont été payés, les deux salariées continuent à travailler sur le site, les CDD sont transformés en Contrats à Durée Indéterminée.**

Voilà une illustration du travail syndical commun contre la sous-traitance et ses effets sociaux désastreux. **Personnel d'entreprises ou de ministères donneurs d'ordre, salarié-es d'entreprises sous-traitantes : même combat et mêmes droits !**

Intermarché à Lectoure (32) : vivre et travailler au pays !

ITMLAI est une filiale d'Intermarché. Appliquant une tactique très habituelle du patronat, le Groupe multiplie les filiales pour diviser les salarié-es, réduire les droits sociaux, rendre plus difficile présence et activité syndicales. Le projet de fermeture de la base logistique de Lectoure dans le Gers menace l'emploi des salarié-es du site, mais aussi plus largement l'avenir de toute une population.

Ils et elles étaient 300, le 13 juillet au rassemblement devant la base Intermarché de Lectoure : des salarié-es (qui ont débrayé à l'appel de l'intersyndicale CFTD, CGT, FO et SUD commerces), mais aussi d'autres citoyen-nes dont des élu-es (des maires, et tous les députés et sénateurs du Gers). Tous ensemble, ils disent non à la fermeture de la base prévue dans trois ans.

ITMLAI doit entendre la voix de ceux et celles qui triment et qui permettent à ITMLAI de faire plus de chiffre d'affaires et de profits. Mais ces profits en augmentation constante (28 milliards de chiffre d'affaire en 2011) ne suffisent plus à l'appétit des patrons d'ITMLAI, ils veulent maintenant sacrifier la base de Lectoure, ses activités, les emplois, les vies, les emplois induits et le territoire, sur l'autel du « toujours de plus de profit pour quelques un-es » ! La direction d'ITMLAI (Intermarché) qui utilise le nom « Les Mousquetaires » a transformé la devise célèbre en « moi pour tous » et « tous pour moi » !

Ca suffit ! Assez de ces patrons qui décident seuls pour le malheur de tous. Nous ne les laisserons pas faire cela en terre de Gascogne ni ailleurs. **La base de Lectoure, ses activités, ses emplois directs et induits, doivent rester à Lectoure !**

SUD Commerces et Services est représentatif nationalement à ITMLAI. Toutes les structures Solidaires ont reçu le tract annonçant cette implantation. Il est important de le diffuser dans un maximum de bases ITMLAI. La liste a été adressée aux organisations nationales et Solidaires locaux. La même démarche vient aussi d'être effectuée pour Carrefour Market. Nous nous développons dans les commerces et services : soyons réactifs et solidaires, répondons aux sollicitations des camarades de ce secteur où le droit syndical est quasiment inexistant

Pôle Emploi : il faut plus d'embauches en C.D.I.

Le 2 juillet le Directeur Général de Pôle Emploi a annoncé des moyens supplémentaires : 2 000 recrutements en Contrats à Durée Indéterminée, issus notamment de la titularisation de la plupart des 1 000 CDD embauchés au printemps pour suivre les chômeurs/ses de très longue durée. 2 000 autres personnes seraient redéployées des services d'appui vers le public (sans précision sur la date et les modalités).

Pour la fédération Solidaires SUD Emploi, ces mesures sont certes bonnes à prendre, mais elles demeurent très loin des promesses du candidat Hollande qui déclarait vouloir donner des moyens comparables aux autres services publics de l'emploi européens. Cela signifierait au bas mot une dizaine de milliers de recrutements. En 2011, 1 800 postes avaient été supprimés à Pôle Emploi alors que le chômage augmentait sans faillir. Le gouvernement Ayrault annonce donc un retour aux effectifs de 2011, sans remettre en cause les ponctions précédentes, ... et il y a 350 000 chômeurs/ses de plus qu'en 2011. Solidaires SUD Emploi rappelle les besoins du personnel de Pôle Emploi :

- Titularisation de tous les salarié-es de Pôle Emploi qui sont en contrats précaires (CDD et contrats aidés).
- Des recrutements à hauteur de la hausse du chômage (13^e mois consécutif de hausse) en favorisant les recrutements des personnes ayant effectué plusieurs CDD à Pôle Emploi, parfois depuis des années.
- De vraies formations pour les personnes recrutées afin d'exercer pleinement leurs fonctions.
- Respect des métiers de Pôle emploi par la formation et la clarification des tâches exercées : conseil, indemnisation, orientation et appui (fonctions administratives, informatiques, etc.)

Sanofi : mobilisations contre les suppressions d'emplois

Comme nous l'indiquions dans le précédent « *Solidaires en action* », le groupe *Sanofi* a annoncé une nouvelle restructuration et la suppression de centaines d'emplois. **Depuis des années *Sanofi* engrange l'argent public (par exemple à travers le crédit impôt-recherche) et aligne les « plans sociaux » successifs.** La multinationale pharmaceutique a réalisé 9 milliards de bénéfices l'an passé. Cette fois, la direction poursuit le démantèlement du secteur Recherche et Développement : des centaines de salarié-es sont directement concerné-es, à Toulouse, Montpellier, Lyon, Chilly Mazarin, ...

Le 12 juillet, à l'appel de CFDT, SUD Chimie, CGT, CGC, CFTC, des rassemblements et manifestations se sont déroulées sur plusieurs sites. A Montpellier, 600 salarié-es se sont rassemblé-es devant l'entrée principale, ont diffusé des tracts à la population, puis manifesté devant le Conseil Général où une délégation a rencontré les élu-es. A Toulouse, massivement, le personnel s'est également rassemblé, et une délégation d'une cinquantaine de personnes s'est rendue à Chilly Mazarin, siège social Recherche et Développement. Là, plus de 500 salarié-es de différents sites d'Ile-de-France manifestaient aussi leur rejet du plan patronal. Le 26 juillet, nouvelle manifestation, à Montpellier...

L'activité de recherche fondamentale implique une durée longue, 3, 5 voir 10 ans ; les décisions de la direction de *Sanofi* ont un impact sur le travail au jour le jour. Comment s'investir sur des projets à long terme quand on n'a aucune assurance sur la pérennité de son emploi, et de son lieu de travail ! Cette annonce aura très rapidement un impact sur la santé des salarié-es. Il faut imposer à *Sanofi* de faire marche arrière ! C'est possible en redistribuant un peu plus vers les emplois, vers les salarié-es, vers la recherche, et un peu moins aux actionnaires ! **La lutte des salarié-es de Sanofi s'inscrit dans le combat commun contre les suppressions d'emplois ; unifier ces combats sociaux qui touchent tout le secteur privé et une grande partie de la Fonction publique, sera nécessaire pour gagner !**



Air France : le rouleur compresseur patronal avance...

CGC, CFDT et FO ont signé l'accord « Transform 2015 » pour le personnel au sol. Quel est le principal argument avancé par ces syndicats pour avoir ainsi capitulé en rase campagne contre une direction qui a taillé à la hache dans nos acquis, à un niveau jamais connu dans l'entreprise ? « *On évite les licenciements secs jusqu'en 2015* » ! **Ils ont bradé les droits du personnel pour « éviter des licenciements » dans les deux ans à venir ... licenciements qui seraient de toute façon totalement injustifiés !** Ecarté des négociations, SUD Aérien dénonce les discussions menées par les organisations syndicales signataires et non signataires, depuis des mois, dans une opacité totale pour les salarié-es. Des recours juridiques sont en cours...

Concernant le Personnel Navigant Commercial, SUD Aérien a porté à la connaissance de tous les salarié-es le projet d'accord. SUD Aérien et CGT ne signent pas, la majorité des délégué-es FO et UNSA sont contre la signature. La direction risque de ne pas obtenir la signature de syndicats représentant au moins 30 % des voix aux dernières élections CE pour valider l'accord. **Ainsi, environ 15 000 agents d'Air France auraient encore la possibilité de s'organiser pour préserver leurs acquis !**

Concernant l'accord applicable au Personnel Navigant Technique, le principal syndicat de pilotes, le SNPL est favorable à la signature. Les syndicats SPAF, Alter et R'WAY appelaient à un mouvement de grève du 25 au 29 Juillet.

La direction a menti aux institutions politiques, média économiques et syndicats, en laissant croire qu'Air France était au bord du gouffre : la plupart ont répété en chœur comme des ânes le credo de la direction ! Même l'organisme chargé de mener des audits à la demande des élu-es du CCE (et introduit par la CGT), le cabinet *SECAFI Alpha*, justifie le plan Transform 2015 ! SUD Aérien ne cesse de le dire : la situation économique impacte certes le transport aérien mais le groupe *Air France KLM* ne cesse de se développer et de conclure des alliances internationales.

SUD Aérien est prêt à débattre et envisager toute action commune avec les syndicats non signataires, il est encore possible d'empêcher cette razzia sur les acquis ! A condition de ne pas cautionner la politique patronale en signant ses diktats, à condition de ne pas se contenter de ne pas signer en refusant d'organiser l'action collective nécessaire pour s'opposer à la direction...

Les chiffres sont bons le trafic, le remplissage, la recette unitaire (considérée comme l'étalon or de la profitabilité d'une compagnie aérienne) progresse également et est une des meilleures du secteur ! La « situation difficile » n'existe pas ! C'est un (mauvais) prétexte pour remettre en cause le temps de travail, l'organisation du travail, les droits collectifs et individuels des salarié-es.

